

Partie 1

L'année 2008 en bref

L'année 2008 en bref

Partie 1

1.	Les principaux dossiers de l'année 2008	33
	A. Le dividende numérique	33
	B. La procédure d'attribution des fréquences 3G	35
	C. Le déploiement de la fibre	37
	D. La terminaison d'appel mobile	39
	E. L'encadrement pluriannuel des tarifs du service universel postal	42
	F. La mise en place d'un comité "consommateur"	43
2.	Les évolutions du cadre réglementaire européen	45
	A. Le secteur des communications électroniques	45
	B. Le secteur postal	48
3.	Les principaux indicateurs économiques de marché en 2008	51
	A. Les marchés des communications électroniques	51
	B. Le marché de la correspondance	52

Partie 1

CHAPITRE 1

Les principaux dossiers de l'année 2008

A. Le dividende numérique

Ce dossier, majeur pour le secteur des communications électroniques, a franchi une étape essentielle le 22 décembre 2008 avec l'arrêté du Premier ministre affectant la sous-bande 790-862 MHz aux services à très haut débit mobile¹. Cette décision est l'aboutissement de travaux lancés dès l'année 2007 et auxquels l'Autorité a largement participé, comme le montre l'étude sur la valorisation du "dividende numérique", réalisée par les cabinets Analysys et Hogan & Hartson en mai 2008².

1. Un enjeu décisif pour les communications électroniques

Les services de communications mobiles s'apprentent à suivre le même chemin que les services fixes, c'est-à-dire une transition accélérée vers l'accès au haut et au très haut débit. L'accès mobile devrait naturellement s'inscrire dans le prolongement des offres Internet fixe, pour assurer au consommateur – particulier ou professionnel – la continuité et l'ubiquité de l'accès personnel aux services Internet, sur une grande diversité de terminaux, en dehors de son domicile ou de son entreprise, avec le même confort d'utilisation et la même richesse d'usages que les accès filaires performants. Cette tendance peut dès à présent être observée sur le marché, à travers la croissance des débits et du trafic de l'UMTS et ses évolutions, ainsi que l'introduction de terminaux adaptés à l'Internet mobile.

Le coup d'envoi est d'ores et déjà donné pour l'introduction des systèmes qui prendront la succession de la norme UMTS (3G) au tout début de la prochaine décennie. Il s'agit en particulier des systèmes LTE³ (4G). L'attribution de la bande de fréquences hautes à 2,6 GHz harmonisée à cette fin en Europe est déjà engagée. Mais pour que les réseaux à très haut débit puissent être déployés sur l'ensemble du territoire, il est indispensable que leur soient allouées de nouvelles fréquences

1 - Arrêté du 22 décembre 2008 approuvant le schéma national d'arrêt de la diffusion analogique et de basculement vers le numérique, JO du 23 décembre 2008.

2 - Disponible en annexes et sur le site Internet de l'ARCEP : www.arcep.fr.

3 - LTE pour "Long Term Evolution" ou évolution de long terme (voir glossaire).

basses, c'est-à-dire inférieures à 1 GHz, dont les propriétés physiques de propagation radioélectrique sont adaptées à la réalisation d'une couverture étendue. En effet, la bande de fréquences à 900 MHz, qui a rendu possible la couverture GSM et va permettre l'extension de la couverture UMTS, est beaucoup trop étroite pour les technologies à très haut débit.

Sans fréquences basses additionnelles, les services mobiles auraient pu se trouver dans une pénurie grave de fréquences basses et une nouvelle fracture numérique aurait pu apparaître entre les zones denses, où le très haut débit mobile sera disponible grâce à la bande haute à 2,6 GHz, et le reste du territoire.

La loi prévoit au plus tard le 30 novembre 2011 l'extinction de la radiodiffusion analogique au profit du numérique, qui est six fois moins consommateur de fréquences. Cette extinction permet donc de libérer une quantité importante de fréquences en dessous de 1 GHz. La loi prévoit que la majorité des fréquences ainsi libérées revienne à l'audiovisuel pour la mise en place de nouveaux services tels que la haute définition ou la télévision mobile personnelle. Cependant, elle prévoit également la possibilité d'attribuer une partie de ces fréquences aux communications électroniques.

Cette opportunité, à rapprocher du besoin de fréquences basses pour le très haut débit mobile à horizon de la prochaine décennie, représente un enjeu économique et sociétal structurant pour les années à venir.

2. L'harmonisation de la sous-bande 790-862 MHz pour les services mobiles

2.1 Au niveau mondial

Au niveau mondial, la Conférence mondiale des radiocommunications de 2007 (CMR-07) de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à Genève a identifié la sous-bande 790-862 MHz pour le service mobile à très haut débit.

Cette sous-bande est relativement étroite comparativement à celles qui ont été identifiées pour d'autres régions du monde (Amérique, Asie) et comparativement aux besoins qui s'étaient exprimés notamment en France au travers de la consultation publique menée par l'ARCEP (estimation de besoin d'une sous-bande de 100 à 150 MHz de large).

2.2 Au niveau européen

Au niveau européen, le Radio Spectrum Committee (RSCoM, comité regroupant la Commission et les Etats membres chargé de prendre les décisions structurantes en matière de fréquences au niveau communautaire) a confié un mandat à la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT) pour la réalisation d'études techniques d'harmonisation en vue de planifier la sous-bande pour le très haut débit mobile. Une première phase de ces travaux s'est achevée début 2008 avec la publication de trois rapports d'étude mettant en évidence la possibilité de faire cohabiter le très haut débit mobile et la radiodiffusion en bande adjacente. La deuxième phase actuellement en cours vise à décrire plus précisément l'organisation de la sous-bande pour le très haut débit mobile et les applications annexes qui pourraient également bénéficier de ces fréquences (par exemple, les microphones sans fil). Cette phase se terminera à la mi-2009.

2.3 Au niveau national

La décision d'attribuer la sous-bande 790-862 MHz pour le très haut débit mobile a été annoncée à l'Elysée le 20 octobre 2008 dans le cadre de la présentation du plan numérique 2012. Elle a été très rapidement suivie d'effets avec la mise à jour du tableau national de répartition des bandes de fréquences : l'ARCEP devient affectataire de la sous-bande à titre exclusif au 1^{er} décembre 2011. La radiodiffusion et le ministère de la Défense, qui occupaient respectivement les segments 790-830 MHz et 830-862 MHz, ne sont alors plus affectataires de la sous-bande à cette même date. De plus, le CSA est invité à ne pas utiliser les fréquences de la sous-bande pour planifier la télévision numérique en vue de l'extinction. Les dérogations à ce dernier principe qui pourraient être nécessaires, compte tenu de la coordination avec les pays voisins, ne pourront être accordées qu'à titre transitoire par le gouvernement.

3. L'attribution des fréquences du dividende numérique en complément de celle des fréquences 2,6 GHz est un chantier majeur pour 2009

Le 12 janvier 2009, le Premier ministre a annoncé que la procédure d'attribution des bandes de fréquences 790-862 MHz et 2 500-2 690 MHz (bande dite "2,6 GHz") serait lancée avant la fin de l'année 2009, afin de permettre le développement des services mobiles à très haut débit. Dans cette perspective, et conformément à la demande du Premier ministre, une consultation publique a été lancée par l'Autorité le 5 mars 2009.

B. La procédure d'attribution des fréquences 3G

1. Rappels

La France présente une spécificité par rapport à la plupart des autres pays : un quart du spectre de la bande 2,1 GHz, disponible pour le déploiement de réseaux mobiles de troisième génération (3G) et jusqu'à présent réservé à un nouvel entrant, n'a jamais été attribué.

Depuis 2000, trois appels à candidatures pour l'attribution des licences 3G (normes UMTS) ont déjà été lancés :

- ◆ le premier le 18 août 2000 pour l'attribution de quatre licences : Orange et SFR se portent candidats ; ils obtiennent tous les deux une licence 3G ;
- ◆ après révision par le gouvernement des conditions financières requises pour l'attribution d'une licence 3G (appliquée rétroactivement à Orange et à SFR), un deuxième appel à candidatures a été lancé le 29 décembre 2001 pour l'attribution des deux licences disponibles : Bouygues Télécom est candidat unique ; une licence lui est attribuée, une quatrième licence reste disponible ;
- ◆ à la suite de l'intérêt exprimé par les acteurs du secteur dans le cadre d'une consultation publique lancée le 5 octobre 2006 par l'ARCEP, un troisième appel à candidatures a été lancé le 8 mars 2007 : l'unique candidat (Free Mobile) ne respectant pas les critères de qualification, il est rejeté par l'Autorité le 9 octobre 2007. En effet, Free Mobile demandait un étalement du paiement de la part fixe de la redevance, non conforme à la loi.

4 - <http://www.arcep.fr/fileadmin/reprise/dossiers/umts/modal-orient-umts-900-fev08.pdf>

◆ Par ailleurs l'ARCEP a publié le 5 juillet 2007 les orientations sur la réutilisation des bandes 900 MHz pour la 3G⁴. Ces orientations prévoyaient que les opérateurs 2G-3G qui le souhaitent pourraient réutiliser dès 2008 la bande de fréquences 900 MHz pour la 3G. Ces orientations précisait également qu'un éventuel nouvel entrant 3G autorisé dans la bande 2,1 GHz accéderait à une porteuse UMTS (soit 5 MHz) dans la bande 900 MHz (Voir chapitre 5).

2. De nouvelles évolutions en 2008

La loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (dite "loi Chatel") a prévu que l'article relatif aux modalités de liquidation de la redevance 3G de la loi de finances pour 2001, qui imposait le paiement d'une redevance de 619 millions d'€ l'année de délivrance de l'autorisation, serait abrogé dès qu'auraient été définis par voie réglementaire, après débat parlementaire, le montant et les modalités de versement de la nouvelle redevance⁵.

5 - Art. 22 de la loi n° 2008-3 du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au bénéfice des consommateurs, JO du 4 janvier 2008.

Le 30 avril 2008, le gouvernement a pris acte du caractère infructueux de l'appel à candidatures de 2007 et a sollicité l'ARCEP, le 19 mai 2008, pour mener une consultation publique sur l'attribution des fréquences résiduelles dans la bande 2,1 GHz.

Cette consultation publique, lancée par l'ARCEP le 13 juin 2008⁶, a recueilli de nombreuses contributions parmi lesquelles plusieurs marques d'intérêt pour les fréquences disponibles. Elle a aussi permis de tirer plusieurs enseignements sur les enjeux et les procédures d'attribution envisageables, et notamment sur la pertinence de la conservation d'une réservation de fréquences à un nouvel entrant⁷.

6 - La synthèse de la consultation, publiée le 22 septembre 2008, est disponible sur le site Internet de l'ARCEP : www.arcep.fr.

Sur la base de ces éléments, l'Autorité a indiqué être en mesure de proposer rapidement le lancement d'un nouvel appel à candidatures dans la bande 2,1 GHz, dès que les modalités financières auraient été définies par le gouvernement, après le débat parlementaire prévu par la loi.

7 - Depuis le premier appel à candidatures, lancé en 2000, au moins une autorisation a en effet toujours été prévue pour un nouvel entrant, puisque quatre autorisations 3G avaient été prévues alors que seuls trois opérateurs mobiles étaient titulaires de fréquences.

Le Premier ministre a indiqué le 12 janvier 2009 que l'appel à candidatures reposera sur une division en trois lots de 5 MHz appariés des fréquences restant à attribuer, l'un de ces trois lots étant réservé à un nouvel entrant.

A la suite du débat parlementaire qui s'est tenu le 5 février 2009 à l'Assemblée nationale et le 11 février au Sénat, le gouvernement a annoncé les nouvelles modalités financières pour le lot de 5 MHz réservé au nouvel entrant, soit 209 millions d'€. Sur la base de ces éléments, l'Autorité a proposé, début mars 2009, au ministre chargé des communications électroniques, le lancement d'un nouvel appel à candidatures dans le but d'attribuer les fréquences encore disponibles dans la bande 2,1 GHz en France métropolitaine.

3. Une procédure d'attribution en deux phases successives

La première phase réserve un lot de fréquences à un nouvel entrant comme lors des précédents appels à candidatures. Ainsi, seuls les candidats non encore titulaires d'une autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2,1 GHz en France métropolitaine peuvent concourir à un lot d'un bloc de 5 MHz duplex dans la bande 2,1 GHz. L'éventuel nouvel entrant pourra utiliser ces fréquences pendant vingt ans en contrepartie d'un montant financier correspondant à une part fixe de 209 millions d'€ et d'une part variable annuelle de 1 % du chiffre d'affaires lié à l'utilisation de ces fréquences.

La seconde phase visera à attribuer les fréquences encore disponibles dans la bande 2,1 GHz à l'issue de la première phase. En fonction des résultats de la première phase (attribution ou non du premier lot de fréquences), la seconde phase pourra porter sur l'attribution de deux ou trois blocs. Ainsi, afin que les candidats puissent connaître le nombre exact de blocs qui seront mis en jeu dans la seconde phase, celle-ci ne débutera qu'une fois le résultat de la première phase connu. Cette seconde phase sera ouverte à tous les candidats, qu'ils soient ou non déjà titulaires d'une autorisation d'utilisation de fréquences 3G en France métropolitaine.

Pour l'ensemble de la procédure, les critères de sélection sont similaires aux précédents appels à candidatures UMTS, sur lesquels les candidats peuvent enchérir en prenant des engagements qui viennent s'ajouter aux obligations minimales (notamment couverture, cohérence et crédibilité du projet, capacité financière, ouverture aux MVNO...). Le critère de sélection portant sur les engagements des candidats sur l'ouverture aux MVNO a été précisé pour tenir compte des travaux de l'Autorité et du Conseil de la concurrence en 2008⁸.

⁸ - Voir partie 4, chapitre 4, D.3.

C. Le déploiement de la fibre

Les principaux opérateurs français (France Télécom, Free, Numericable, SFR) ont engagé des déploiements de réseaux à très haut débit, en commençant par les villes les plus denses. Au 31 décembre 2008, plus de 3 millions de foyers sont dans des immeubles à proximité desquels passe la fibre et environ 20 % d'entre eux disposent de la fibre dans leur immeuble.

Cette dynamique, qui capitalise sur le succès du haut débit porté par le dégroupage, apparaît, à ce stade, unique en Europe. Dans la plupart des autres pays, le très haut débit se déploie principalement sous l'impulsion de l'opérateur historique ou du câblo-opérateur, et parfois de municipalités.

Cependant, l'équation économique du très haut débit reste difficile. Les coûts de déploiement restent élevés en dehors des zones les plus denses, en particulier compte tenu des travaux de génie civil (qui représentent 50 % à 80 % des coûts) nécessaires en cas de reconstruction et de la nécessité d'installer la fibre dans les immeubles et les logements.

L'année 2008 a vu la mise en place d'un cadre réglementaire ayant pour objectif de permettre au plus grand nombre d'opérateurs de déployer la fibre, à travers, d'une part, l'accès aux infrastructures de génie civil et, d'autre part, la mutualisation de la partie du réseau la plus proche des abonnés, notamment dans la propriété privée.

1. L'accès au génie civil de France Télécom

L'accès aux infrastructures de génie civil existantes change considérablement l'équation économique des déploiements. L'Autorité a ainsi mis en place, dans sa décision d'analyse des marchés du haut et du très haut débit du 24 juillet 2008⁹, la régulation de l'accès aux fourreaux de boucle locale de France Télécom, héritage de l'ancien monopole public.

⁹ - Décisions de l'ARCEP n° 08-0835 et n° 08-0836 du 24 juillet 2008.

Les travaux multilatéraux menés dès l'automne 2007 sous l'égide de l'Autorité ont permis aux principaux opérateurs alternatifs d'expérimenter l'offre d'accès aux fourreaux de France Télécom afin d'en valider les processus opérationnels et les règles d'ingénierie.

L'offre de référence publiée depuis le 15 septembre 2008 par France Télécom permet d'envisager les déploiements à une échelle significative des principaux opérateurs. Des travaux sont en cours pour faire évoluer les règles d'ingénierie et préciser le volet économique de l'offre.

2. La mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre

Afin d'éviter la constitution de monopoles locaux au niveau des immeubles d'habitation, la mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre consiste à ce que le premier opérateur autorisé à déployer son réseau fibre optique dans un immeuble y donne accès aux opérateurs tiers afin que ceux-ci soient en mesure de proposer également leurs services aux habitants de l'immeuble.

L'Autorité a mené tout au long de l'année 2008 l'instruction des problématiques techniques et économiques de la mutualisation afin d'établir un cadre favorable à l'investissement pour le déploiement de boucles locales fibre par plusieurs opérateurs et pour la mise en place d'une concurrence pérenne.

Une consultation publique portant sur le déploiement et la mutualisation de la partie terminale des réseaux FTTH a été lancée le 22 mai 2008 par l'ARCEP. Ce document a abordé le rôle de l'opérateur d'immeuble, la pratique conventionnelle entre opérateurs et copropriétés et la question de la localisation du point de mutualisation.

*10 - Loi n° 2008-776
du 4 août 2008,
JO du 5 août 2008.*

La loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008¹⁰ a instauré un équilibre entre les droits et obligations des opérateurs déployant des réseaux très haut débit et a posé notamment le principe de mutualisation afin de garantir la concurrence dans le très haut débit sans multiplier les intervenants dans les propriétés privées. En outre, l'installation de la fibre a été facilitée pour les opérateurs et imposée aux promoteurs pour les logements neufs. L'opérateur d'immeuble est le seul responsable pour le déploiement de la fibre dans l'immeuble et doit respecter une obligation de mutualisation permettant aux opérateurs tiers de fournir des services très haut débit aux habitants de l'immeuble dans des conditions non-discriminatoires. La loi renvoie à l'ARCEP le soin de fixer les conditions techniques et tarifaires de la mutualisation.

Concernant la mise en œuvre de ces dispositions, l'Autorité a privilégié, dans une phase de démarrage, la recherche de solutions par les acteurs, sur la base de recommandations qu'elle a rendues publiques en octobre 2008. Ainsi, elle a invité à la conclusion d'accords de mutualisation incluant l'ensemble des opérateurs, afin qu'ils puissent tous initier leurs déploiements en fibre optique. L'objectif était de tester les différentes solutions techniques à une échelle suffisante pour dégager des retours d'expérience, sans pour autant préjuger de la suite.

S'agissant de la localisation du point de mutualisation, l'Autorité a indiqué à cette occasion que les circonstances locales influaient fortement sur l'économie des déploiements des réseaux en fibre optique et pouvaient amener à des règles différenciées sur le territoire. Dans le cas général, dans la mesure où la pénétration de la fibre dans les immeubles constitue un poste de coûts important, il ne sera pas raisonnable économiquement, voire impossible en pratique compte tenu de la rareté des solutions d'adduction, de multiplier cette opération par autant d'opérateurs. L'Autorité a ainsi indiqué que la mutualisation ne serait pas viable en pied d'immeuble, sauf dans le cas particulier des grands immeubles des zones

très denses permettant des économies d'échelle suffisantes. Dans les autres cas, la localisation du point de mutualisation dépendra de la densité et de la structure de l'habitat.

En l'absence d'un accord global incluant l'ensemble des opérateurs, le secrétaire d'Etat chargé du développement de l'économie numérique a réuni les principaux opérateurs impliqués dans le déploiement des réseaux de fibre optique en France (France Télécom, SFR, Free, Numericable, ainsi que deux opérateurs de DSP, Axione et Sequalum) dans le cadre d'un comité de pilotage dont le lancement a eu lieu le 16 décembre 2008. A cette occasion, ces sociétés ont pris trois engagements :

- ◆ *“Premièrement, participer à l'une et/ou à l'autre de ces expérimentations [i.e. monofibre et/ou multifibres];*
- ◆ *Deuxièmement, prendre part au comité de pilotage, installé aujourd'hui et dont l'animation technique sera confiée à l'ARCEP, qui les évaluera et les normalisera avant le 31 mars 2009. La première réunion technique aura lieu jeudi 18 décembre prochain;*
- ◆ *Troisièmement, au cas où l'un ou l'autre de ces modèles serait par la suite privilégié, ne pas remettre en cause les déploiements déjà réalisés jusqu'à ce jour selon le modèle alternatif.”*

A la suite de cette réunion, des travaux d'expérimentation et d'évaluation ont été menés par les opérateurs sous l'égide de l'ARCEP. Un point d'étape de ces travaux s'est tenu le 7 avril 2009.

3. L'intervention des collectivités territoriales

Compte tenu de l'équation économique difficile de la fibre, les collectivités territoriales auront un rôle à jouer pour favoriser la couverture du territoire et l'intensité concurrentielle. L'expérience de leur intervention en faveur du haut débit montre que leur action a un effet significatif sur la disponibilité de services compétitifs et innovants sur les territoires à condition de jouer par effet de levier sur l'investissement privé.

L'Autorité a publié en mai 2008 des points de repères sur l'intervention des collectivités en faveur du très haut débit¹¹. Le document recense les modes d'intervention des collectivités : gestion active du domaine public, mise à disposition d'infrastructures de génie civil, mise en place d'un réseau d'initiative publique.

De façon plus générale, les collectivités territoriales peuvent favoriser une montée en débit de leur territoire par les réseaux fixes et mobiles, par exemple en prolongeant le maillage des territoires par des réseaux de collecte en fibre optique engagés au cours des quatre dernières années.

11 - Points de repère
sur le déploiement
du très haut débit
(FTTH, fibre optique
jusqu'à l'abonné),
disponible sur le site
Internet de l'ARCEP :
www.arcep.fr.

D. La terminaison d'appel mobile

1. Rappels

Tout opérateur offrant un service téléphonique doit permettre à ses clients de joindre l'ensemble des numéros mobiles français. Pour cela, les opérateurs doivent acheter une prestation de “terminaison d'appel” à chaque opérateur mobile dans

des conditions qui sont, en l'absence de régulation, décidées unilatéralement par cet opérateur mobile. La terminaison d'appel vocal mobile constitue donc un goulot d'étranglement structurel.

Cette puissance de marché avait conduit en 2007 l'Autorité, dans le cadre de son deuxième cycle d'analyse des marchés pertinents de la terminaison d'appel mobile, portant sur la période 2008-2010, à imposer pour trois ans à l'ensemble des opérateurs mobiles français, entre autres obligations, un encadrement des tarifs qu'ils peuvent facturer sur le marché de gros au titre de ces prestations de terminaison d'appel.

Cette obligation est mise en œuvre selon deux modalités différentes :

- ◆ celle de pratiquer des tarifs reflétant les coûts, associée à des obligations comptables, pour les trois opérateurs mobiles de métropole (Orange France, SFR et Bouygues Télécom) et les deux principaux opérateurs mobiles d'outre-mer (SRR et Orange Caraïbe);
- ◆ celle de ne pas pratiquer des tarifs excessifs pour les autres opérateurs mobiles.

12 - *Décision de l'ARCEP
n° 07-0810
du 4 octobre 2007.*

A ce titre, l'Autorité avait spécifié, dans une décision du 4 octobre 2007¹², le niveau des tarifs maximaux des prestations de terminaison d'appel vocal mobile des trois opérateurs mobiles de métropole pour la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2009. De même, elle avait précisé, dans une décision du 16 octobre 2007¹³, les plafonds tarifaires s'appliquant aux deux principaux opérateurs d'outre-mer (SRR et Orange Caraïbe) et donné des indications de non-excessivité pour les autres opérateurs, pour la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009. Il restait donc à définir l'encadrement tarifaire que devront respecter les opérateurs mobiles français jusqu'à la fin du cycle d'analyse des marchés, soit le 31 décembre 2010.

13 - *Décision de l'ARCEP
n° 07-0811
du 16 octobre 2007.*

L'Autorité a souhaité cette division du cycle en deux périodes pour permettre l'avancée des travaux d'harmonisation des politiques de régulation des terminaisons d'appel sur le plan européen. Ces travaux se sont poursuivis en 2008 avec l'adoption d'une position commune du Groupe des régulateurs européens et les travaux de la Commission sur un projet de recommandation sur la régulation des terminaisons d'appel fixe et mobile, adoptée le 7 mai 2009¹⁴.

14 - *Voir partie 4,
chapitre 4, D.*

2. Une orientation progressive vers les coûts incrémentaux

15 - *Décision de l'ARCEP
n° 08-1176
du 2 décembre 2008.*

Le 2 décembre 2008¹⁵, l'Autorité a fixé l'encadrement tarifaire que devront respecter les trois opérateurs métropolitains pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2010.

Dans ce cadre, au regard du développement actuel des marchés – maturité des réseaux mobiles téléphoniques, convergence et concurrence croissantes avec les réseaux fixes, fort développement des offres d'abondance (forfaits et offres illimitées), tendance forte à la différenciation des tarifs d'appels mobile en fonction du réseau de destination (appels *on net* qui transitent sur un seul réseau et *off net*,

qui transitent sur deux réseaux distincts) –, l'Autorité a fait évoluer les références de coûts, de manière à ce que le signal économique ainsi établi pour les marchés soit plus adapté et efficace.

En particulier, elle estime que le niveau optimal à moyen terme de tarification de la terminaison d'appel est un niveau qui reflète les coûts incrémentaux, c'est-à-dire les coûts supplémentaires encourus par un opérateur pour terminer sur son propre réseau les appels *off net* d'un opérateur tiers, par rapport à une situation où il ne fournirait pas cette prestation de terminaison d'appel. La structure tarifaire des offres devrait ainsi mieux refléter la structure de coût de l'industrie au bénéfice des consommateurs et permettre le développement d'une concurrence saine et loyale entre les opérateurs mobiles, mais aussi entre les opérateurs mobiles et fixes. Cette évolution devrait stimuler l'innovation, en favorisant par exemple le développement des offres d'abondance à destination de tous les réseaux (appels *all net* et non simplement appels *on net*) et des offres de convergence fixe-mobile, libérant ainsi les usages.

Compte tenu du caractère structurant pour le secteur des tarifs de terminaison d'appel vocal mobile et des contraintes associées à la modification des offres de détail, une période de transition a été jugée nécessaire afin de laisser au marché le temps de s'adapter. Ainsi, les opérateurs ont fait valoir qu'un choc trop rapide sur les prix de gros pourrait déstabiliser le marché de façon inefficace, créant par exemple des opportunités de contournement ou déstabilisant l'équilibre de certaines offres. Par conséquent, l'Autorité a estimé que, si les coûts incrémentaux peuvent constituer une référence adaptée de coûts pertinents, il convient d'atteindre ce niveau de coût au terme d'une période de transition de plusieurs années. Cette période de transition a justifié le maintien d'une asymétrie des tarifs pour Bouygues Télécom, en raison de la conjugaison des déséquilibres de trafic *off net* entre Bouygues et ses concurrents et de l'écart entre les tarifs de terminaison d'appel et les coûts sous-jacents.

Dans ces circonstances, l'Autorité a poursuivi sa politique de baisse progressive et pragmatique du prix des terminaisons d'appel mobile en imposant :

- ◆ une baisse au 1^{er} juillet 2009 du tarif de terminaison d'appel mobile de 6,5 à 4,5 c€ la minute pour Orange et SFR et de 8,5 à 6 c€ la minute pour Bouygues Télécom ;
- ◆ une nouvelle baisse au 1^{er} juillet 2010, le tarif passant de 4,5 à 3 c€ la minute pour Orange et SFR et de 6 à 4 c€ la minute pour Bouygues Télécom.

Ces niveaux sont à comparer aux estimations correspondantes des coûts d'un opérateur efficace compris en 2008 entre 1 et 2 c€ suivant la méthode des coûts incrémentaux, et entre 2,4 et 2,9 c€ suivant l'ancienne méthode des coûts complets.

3. Le développement d'un modèle technico-économique spécifique pour l'outre-mer

Afin d'acquérir une expertise plus fine des structures de coûts des opérateurs mobiles actifs dans les départements d'outre-mer (DOM), et plus particulièrement des spécificités liées à ces zones géographiques, l'Autorité a développé en 2008 un modèle technico-économique de coûts d'un opérateur mobile efficace actif sur

16 - Loi n° 2005-516
du 20 mai 2005 relative
à la régulation
des activités postales.

17 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0576
du 1^{er} juin 2006 sur les
caractéristiques
d'encadrement pluriannuel
des tarifs des prestations
du service universel postal.

18 - La valeur retenue pour
l'évolution des charges
repose sur deux calculs
qui convergent vers
le même résultat.
Le premier résulte
des prévisions faites par
La Poste sur le périmètre
du service universel.
Le second repose
sur une simulation de
la déformation de
la structure des charges
2004 de l'établissement
public effectué
par l'Autorité. Les deux
calculs aboutissent
au même résultat et font
apparaître, en moyenne
sur la période 2006-2008,
une augmentation
des charges en coûts
complets de 1,65 % par an.

19 - L'évolution du volume
a été approximée par celle
du courrier. La Poste
anticipe une diminution
du volume du courrier
et estime que cette baisse
pourrait s'établir à -0,65 %
par an. Cette tendance
des trafics s'explique par
l'apparition de nouveaux
modes de communications
dématérialisés qui se sont
substitués aux envois
postaux et par
la rationalisation des
envois de la part des grands
émetteurs. Toutefois,
rien ne permet aujourd'hui
d'évaluer avec
une assurance raisonnable
l'ampleur, ni même le sens,
des variations de court
terme. C'est pourquoi
l'Autorité a préféré
l'approche historique
et retenu comme valeur
l'estimation de la moyenne
mobile de l'évolution
constatée sur la période
2003-2005, c'est-à-dire
l'hypothèse d'une évolution
annuelle moyenne
du volume d'activité
de -0,35 % sur les trois
années de l'encadrement
tarifaire.

la zone Réunion-Mayotte et d'un opérateur mobile efficace actif sur la zone Antilles-Guyane. Ces deux modèles résultent d'une adaptation du modèle métropolitain développé en 2007. Ils seront finalisés début 2009. Ils permettront d'apporter un éclairage sur les coûts des deux opérateurs ultramarins historiques observés dans le cadre des restitutions réglementaires et d'estimer les coûts supportés par les opérateurs ne bénéficiant pas des mêmes économies d'échelle. L'Autorité prendra courant 2009 une décision fixant l'encadrement tarifaire que devront respecter les opérateurs actifs en outre-mer pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010.

E. L'encadrement pluriannuel des tarifs du service universel postal

L'encadrement pluriannuel des tarifs (ou *price cap*) est un contrat entre le régulateur (l'ARCEP) et l'entreprise régulée (La Poste). Il encadre les modifications de tarifs de tout ou partie des produits du secteur sur lequel porte la régulation (le secteur postal), en vue de maintenir constant le taux de marge de l'entreprise, grâce à un effort de productivité de sa part, sur une période déterminée (trois ans).

Dans le cas présent, l'encadrement tarifaire porte sur les évolutions des prix des produits postaux inclus dans le champ du service universel.

En France, la loi¹⁶ a désigné La Poste comme prestataire du service universel postal et a confié à l'ARCEP la régulation des tarifs du service universel postal.

1. Le dispositif pluriannuel en vigueur pour les années 2006 à 2008

Le régime d'encadrement pluriannuel de type *price cap* est beaucoup plus adapté à la vie de l'entreprise publique que l'homologation "au cas par cas" de ses tarifs. Il permet d'abord à La Poste de faire des prévisions budgétaires sur la base des marges de manœuvre tarifaires qui lui sont données, en connaissant par avance les limites à ne pas dépasser. Ensuite, il lui permet d'adopter une stratégie tarifaire : en effet, dans le respect des marges imparties par le *price cap*, l'entreprise peut faire évoluer ses tarifs pour construire un ensemble cohérent, donnant des signaux économiques pertinents parce que reflétant les coûts.

En 2006, l'Autorité avait fixé le plafond de l'évolution des tarifs postaux pour la période allant du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2008 à 2,1 % par an¹⁷ sur les bases suivantes : la progression de l'indice des prix à la consommation était évaluée à 1,8 % par an, les charges de La Poste à 1,65 % par an¹⁸, et les volumes postaux à -0,35 % par an¹⁹.

Compte tenu de la rigidité des charges à court terme, il était apparu indispensable que le risque portant sur l'estimation des volumes soit partagé équitablement entre l'opérateur et les utilisateurs. Ainsi, un dispositif d'ajustement prévoyait qu'en cas de baisse des volumes supérieure à la tendance estimée pour une année donnée, la contrainte tarifaire soit relâchée pour permettre à La Poste d'ajuster ses recettes. Inversement, si l'évolution observée était plus favorable, l'encadrement devait être resserré, de sorte que le gain d'efficacité acquis mécaniquement bénéficie au consommateur.

2. L'encadrement pluriannuel pour les années 2009 à 2011

En 2008, l'Autorité a défini avec La Poste les caractéristiques du futur encadrement tarifaire courant sur la période 2009 à 2011. Il reprend les principes du dispositif précédent.

Il repose sur des anticipations inflationnistes de 2 % par an et une décroissance des volumes estimée à -1,3 % par an. Ce dernier point est apparu comme un point clé des évolutions tarifaires, notamment lorsque l'on regarde la baisse des trafics que connaissent les autres pays européens. A cela, s'est ajoutée une hypothèse de croissance des charges de La Poste limitée à + 0,9 % par an qui implique donc la maîtrise par cette dernière de ses dépenses.

L'ajustement du plafond tarifaire en fonction des volumes est maintenu, avec le même correctif que précédemment ; s'ajoute la possibilité de corriger des écarts importants entre l'inflation prévue et l'inflation constatée (si l'écart est supérieur à 25 %).

Sur ces bases, l'encadrement permet une hausse globale des produits de 2,3 % en moyenne annuelle sur la période.

Une "sous-contrainte" limitée à 2 % en moyenne annuelle s'applique sur les produits égrenés affranchis par machine à affranchir. En effet, l'Autorité a observé que les hausses successives opérées sur les produits égrenés avaient un effet mécanique d'augmentation des marges dégagées sur ces produits, principalement utilisés par la clientèle des PME.

F. La mise en place d'un comité "consommateur"

Depuis sa création, l'Autorité a organisé des réunions avec les associations de consommateurs sur des sujets précis, généralement liés à une actualité particulière. Ces réunions ponctuelles ont montré l'intérêt réciproque des participants à échanger sur les sujets relatifs à la régulation.

Afin de développer et de formaliser ces rencontres, l'Autorité a proposé de créer une structure de travail et d'échange sur les problématiques liées aux consommateurs dans le cadre des compétences de l'ARCEP : le comité des consommateurs.

Ce comité rassemble les associations de consommateurs ainsi que des institutions publiques (INC, DGCCRF, DGCIS, le médiateur des communications électroniques). Les opérateurs peuvent y être conviés, selon les sujets.

Le comité des consommateurs vise à faire circuler l'information entre les participants dans un cadre permanent pour identifier les problèmes dont la résolution sera facilitée par la concertation. Il peut également permettre aux associations de solliciter l'Autorité afin d'avoir des précisions sur ses décisions ou sur le fonctionnement des marchés. Il s'est réuni pour la première fois le 17 décembre 2007.

Le comité des consommateurs se réunit une fois par an en séance plénière pour établir le bilan de son activité et fixer l'orientation du programme de travail pour l'année suivante. L'année passée, la session plénière s'est tenue le 9 juin 2008.

Des travaux sont également conduits par des groupes et sous-groupes qui se réunissent régulièrement au cours de l'année. En 2008, cinq réunions techniques ont été organisées :

- ◆ en février 2008, sur le thème du très haut débit (mutualisation de la fibre optique, législation à venir) ;
- ◆ en mars 2008, sur des problématiques relatives au secteur postal (la qualité de service, l'accès aux boîtes aux lettres dans les immeubles équipés d'un système Vigik, l'envoi de petits objets au tarif lettre) ;
- ◆ en mai 2008, sur des problématiques liées aux télécommunications telles que la qualité de service des offres d'accès et la terminaison d'appel fixe et mobile ;
- ◆ en septembre 2008, sur les conditions générales de vente de La Poste ainsi que sur le service universel postal ;
- ◆ en octobre 2008, sur les questions relatives au déploiement de la fibre optique (convention type à l'attention des copropriétaires dans les immeubles) et à la qualité de service des offres d'accès.

Au cours du premier trimestre 2009, le comité s'est réuni à deux reprises :

- ◆ le 25 mars 2009, sur les problématiques liées à la portabilité des numéros fixes et mobiles ;
- ◆ le 3 avril 2009, sur les questions postales telles que l'envoi de petits objets au tarif lettre, le service universel postal et les conditions générales de vente de La Poste.



Partie 1

CHAPITRE 2

Les évolutions du cadre réglementaire européen

A. Le secteur des communications électroniques

L'année 2008 et la première moitié de l'année 2009 ont été consacrées à la négociation des textes de révision du cadre réglementaire en Europe, à laquelle l'ARCEP a été étroitement associée par le ministère en charge des communications électroniques, en particulier au cours de la présidence française de l'Union européenne (de juillet à décembre 2008). Au-delà de cette collaboration, l'ARCEP a été sollicitée par les membres du Parlement européen, des lobbyistes du secteur, ainsi qu'au sein d'un groupe projet du GRE, pour contribuer aux travaux sur la révision du cadre.

Le secteur des communications électroniques est régi par des directives européennes adoptées en 2002. Ainsi que les directives le préoyaient, la Commission a engagé un processus de révision du cadre réglementaire. Après une large consultation des parties prenantes du secteur, la Commission a publié ses propositions de nouveaux textes réglementaires le 13 novembre 2007, propositions qui ont été transmises au Conseil de l'Union européenne et au Parlement européen. L'adoption de ces textes est fondée sur le principe de parité (codécision) entre le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen, visant à ce qu'aucune des deux institutions ne puisse adopter de législation sans l'assentiment de l'autre. De plus, en cas de désaccord (veto) de la Commission avec le texte adopté par le Parlement et proposé par le Conseil, ce dernier doit se prononcer à l'unanimité pour que le texte puisse être adopté.

1. Les propositions de la Commission

La Commission européenne a rassemblé ses propositions officielles de révision du “paquet télécoms” au sein de trois documents : un nouveau règlement établissant une autorité européenne du marché des communications électroniques (EECMA) et deux propositions de directives modifiant les directives “cadre”, “autorisation” et “accès”, d’une part, et les directives “service universel et droit des utilisateurs de réseaux de communications électroniques” et “données personnelles et protection de la vie privée”, d’autre part.

Contrairement à la précédente révision du cadre réglementaire de 2002, aucune des phases de consultation menées par la Commission n’avait laissé présager de changement majeur, la Commission elle-même ayant toujours affirmé que le cadre actuel était satisfaisant et ne nécessiterait que des adaptations mineures ainsi qu’un renforcement de sa politique sur le spectre. Cependant, un certain nombre des modifications proposées le 13 novembre 2007 changeraient profondément le paysage réglementaire européen, concernant tant l’équilibre institutionnel des analyses de marché que la gestion des fréquences.

Les principaux changements introduits par la Commission dans le cadre actuellement en vigueur ont été²⁰ :

20 - Ces propositions ont été largement détaillées dans le rapport annuel 2007 de l'ARCEP, partie 4, chapitre 1, B.2.

- ◆ la création d’une agence européenne (EECMA) en charge des communications électroniques (absorbant l’Enisa) ;
- ◆ le renforcement de l’indépendance des ARN ;
- ◆ l’extension du pouvoir de veto de la Commission sur les remèdes ;
- ◆ en matière de spectre : une flexibilité accrue dans la gestion du spectre, des pouvoirs d’harmonisation supplémentaires pour la Commission, l’intervention de l’EECMA ;
- ◆ le renforcement de la protection et de l’information auprès des consommateurs ;
- ◆ l’introduction de la séparation fonctionnelle.

Les propositions de la Commission n’ont pas été accueillies très favorablement ni par le Parlement ni par le Conseil, notamment sur les questions d’équilibre institutionnel et de création d’une agence européenne, ainsi que sur le spectre.

2. Les positions du Parlement

Le vote en première lecture du Parlement, le 24 septembre 2008, a donc conduit à des modifications substantielles de la proposition de la Commission :

- ◆ modification du projet d’agence, notamment en termes de gouvernance (le management de cette entité est laissé aux ARN et non plus à un *board* composé de représentants de la Commission et des Etats membres), en termes de compétence (un certain nombre de tâches ne sont plus mentionnées et la fusion avec l’Enisa est abandonnée) et en termes de taille (de 130 personnes à environ 30 personnes) ;
- ◆ modification du projet de veto sur les remèdes : un processus de corégulation entre la Commission et l’entité européenne, avec un rôle important pour cette dernière, est proposé ;

- ◆ concernant le spectre hertzien : modification des dispositions relatives à la neutralité du spectre, afin de les rendre praticables au regard des contraintes physiques liées aux fréquences; maintien de la plupart des mesures d'harmonisation de la gestion du spectre; incitation à la planification stratégique du spectre;
- ◆ introduction de problématiques nouvelles associées aux nouveaux réseaux d'accès (NGA): incitation à procéder à des analyses de marchés géographiques, prise en compte des investissements pour les nouveaux réseaux sous forme de partage de risque entre investisseurs (*risk sharing*), promotion plus marquée de la concurrence par les infrastructures et d'une régulation stable dans le temps;
- ◆ inclusion de plusieurs problématiques liées aux contenus, pour plus de transparence et d'information vis-à-vis des consommateurs, notamment sur les politiques de gestion du trafic et les pratiques illégales dans l'utilisation des réseaux.

3. Les positions du Conseil de l'Union européenne

De leur côté, les Etats membres se sont montrés encore plus réticents que le Parlement à doter la Commission de plus larges pouvoirs en matière d'harmonisation, que ce soit en ce qui concerne la gestion du spectre comme pour ce qui est des pratiques des régulateurs. Ils ont également repoussé toute inflexion dans l'équilibre des institutions en rejetant encore plus fortement que le Parlement l'Agence européenne dotée à part entière d'une personnalité juridique communautaire, afin de garantir l'indépendance du Groupe des régulateurs européens (GRE) vis-à-vis de la Commission. Ils ont en revanche cherché à renforcer la coopération entre le GRE et la Commission.

Ainsi, le Conseil des ministres du 27 novembre 2008 a obtenu un accord politique, formalisé en position commune le 16 février 2009, sur la base de plusieurs dispositions telles que :

- ◆ en ce qui concerne l'entité européenne, l'établissement d'une structure à deux niveaux : d'une part un groupe des régulateurs avec un rôle de conseil aux institutions européennes, ayant un périmètre de compétences clairement restreint aux directives régissant le secteur des communications électroniques. Ce groupe est reconnu dans les directives. Il est appuyé d'autre part par un secrétariat léger dont le statut juridique reste à définir;
- ◆ l'opposition au veto de la Commission sur les remèdes, transformé en avis (suivant un avis de l'entité européenne); en cas de dérogation dans leur décision finale, les ARN devraient le justifier;
- ◆ s'agissant du spectre hertzien : modification des dispositions relatives à la neutralité du spectre très proches de celles du Parlement, mais rejet de la plupart des mesures d'harmonisation de gestion du spectre; intégration d'une partie des projets institutionnels proposés par le Parlement;
- ◆ l'utilisation exceptionnelle et très encadrée de la séparation fonctionnelle (solution proche également de celle du Parlement);

- ◆ l'intégration d'une partie des amendements du Parlement concernant les NGA et les contenus, mais de manière beaucoup plus prudente (rejet de la notion de *risk sharing*).

Cet accord politique a été obtenu difficilement compte tenu :

- ◆ d'une part, des divergences de vues au sein des Etats membres :
 - l'Allemagne, l'Espagne et les Pays-Bas étant particulièrement opposés à tout renforcement d'harmonisation déléguée à la Commission;
 - le Royaume-Uni et la Suède regrettant le manque d'ambition dans la politique du spectre;
- ◆ et d'autre part, du veto de la Commission européenne, qui est restée très attachée à ses principales propositions de 2007 (agence, veto, spectre...).

Malgré le veto de la Commission, le Conseil est parvenu à se prononcer à l'unanimité, trois Etats membres s'étant abstenus (Royaume-Uni, Suède, Pays-Bas).

Le GRE a pour sa part examiné les propositions et publié deux déclarations, lors des plénières de Dublin (17 octobre 2008) et de Berlin (5 mars 2009).

4. La deuxième lecture

Les discussions se sont poursuivies au cours de trilogues réunissant Parlement, Conseil et Commission.

Les débats ont consisté principalement à rapprocher les institutions, notamment sur trois principaux enjeux :

- ◆ plus de marge de manœuvre confiée à la Commission par le Conseil sur l'harmonisation de l'usage du spectre et des pratiques de régulation (remèdes notamment);
- ◆ une inscription plus formelle de la partie "secrétariat" de l'entité dans l'environnement communautaire, tout en préservant une petite taille et un contrôle par les régulateurs;
- ◆ trouver un point d'équilibre entre encouragement des investissements et protection de la concurrence.

Le Parlement européen a voté en seconde lecture le 7 mai 2009.

B. Le secteur postal

1. La nouvelle directive postale a fixé à 2011 l'ouverture complète des marchés

La directive de 2002 envisageait que le marché soit totalement ouvert à la concurrence le 1^{er} janvier 2009, sous réserve que les instances européennes, après réalisation d'une étude prospective par la Commission, confirment cette date.

En octobre 2006, la Commission européenne a proposé une nouvelle directive fixant au 1^{er} janvier 2009 l'ouverture complète des marchés postaux. Mais, cette date a fait débat. Le compromis auquel sont parvenus les députés

européens a finalement repoussé l'échéance au 1^{er} janvier 2011, avec la possibilité pour certains Etats membres de bénéficier d'un délai supplémentaire de deux années. Par ailleurs, à partir du 31 décembre 2010, les Etats membres qui auront totalement ouvert leurs marchés postaux à la concurrence pourront refuser d'accorder des autorisations aux opérateurs détenant encore un monopole dans leur pays d'origine (clause de réciprocité provisoire).

Ce nouveau texte prévoit également la faculté pour les Etats membres de mettre en œuvre des mécanismes de compensation lorsque les obligations de service universel constituent une charge inéquitable pour le prestataire. Une nouvelle annexe porte sur les principes de calcul du coût net du service universel et les méthodes de compensation.

2. Les nouvelles dispositions européennes

2.1 Sur le service universel

Le texte reste général, comme l'étaient les directives précédentes, qui laissent à chaque Etat le soin de définir les contours précis d'une gamme minimale comprenant des envois postaux, des colis postaux, des recommandés et envois à valeur déclarée.

La définition des normes de qualité de service et des règles d'accessibilité des bureaux demeure également une prérogative nationale. Les normes de qualité du courrier intra-européen sont fixées par la Commission européenne.

La nouvelle directive postale permet aux Etats de répartir l'obligation comme ils l'entendent entre un ou plusieurs opérateurs, voire de la subdiviser régionalement ou par composante de service, et elle n'exclut expressément aucun mécanisme de financement du service universel.

2.2 Sur les aspects concurrentiels

La possibilité de subordonner l'offre de services postaux à des régimes de déclaration ou d'autorisation demeure, avec la précision que ces régimes ne doivent pas constituer un obstacle à l'entrée sur le marché : en particulier, la directive proscriit la limitation *ex ante* du nombre des prestataires.

A l'instar de la loi postale française de 2005, la directive pose le principe qu'un certain nombre d'installations ou d'informations détenues par le prestataire du service universel doivent être rendues accessibles à ses concurrents, notamment :

- ◆ les boîtes postales en bureau de poste ;
- ◆ les boîtes aux lettres particulières ;
- ◆ le service de réexpédition des envois ;
- ◆ le référentiel des codes postaux.

Sur ces points, la directive reprend des dispositions nationales déjà existantes dans les législations internes de plusieurs pays européens.

2.3 Sur le financement du service universel

L'ouverture totale des marchés repose sur les résultats d'une étude prospective menée par la Commission européenne. L'étude, fondée sur un travail réalisé

par le cabinet PWC et associant l'économiste Paul Kleindorfer, conclut que l'objectif fondamental consistant à offrir durablement un service universel de qualité peut être atteint sans qu'il soit nécessaire de maintenir un service réservé.

La directive permet la mise en œuvre de moyens externes de financement dans certaines conditions :

- ◆ si la prestation du service universel représente un coût net pour l'opérateur qui en est chargé;
- ◆ si ce coût représente une charge financière inéquitable.

Sous ces conditions, un fonds de compensation peut être institué :

- ◆ sur des bases objectives et vérifiables, notamment pour le calcul des contributions;
- ◆ sous le contrôle de l'autorité nationale;
- ◆ en tenant compte des avantages que comporte le fait d'être le prestataire du service universel.

Une annexe détaille la méthode de calcul du coût net des obligations de service universel, qui doit prendre en compte le droit de réaliser un bénéfice raisonnable et les mesures d'incitation à l'efficacité économique.

Partie 1

CHAPITRE 3

Les principaux indicateurs économiques de marché en 2008

A. Les marchés des communications électroniques

Le revenu des opérateurs sur le marché de détail s'élève à 44,2 milliards d'€ en 2008.

La téléphonie mobile

Evolution du marché

- | | |
|-----------------------|--------------------------------------|
| ◆ En valeur | 18,6 milliards d'€ (+ 5,6%) |
| ◆ En volume | 101,8 milliards de minutes (+ 2,3 %) |
| ◆ Nombre de clients | 58 millions de clients (+ 4,8 %) |
| ◆ Taux de pénétration | 91,3 % (contre 87,6 % à la fin 2007) |

Tendances

- | | |
|------------------------------|--------------------|
| ◆ Facture moyenne par client | 27,3 € HT (- 0,3%) |
|------------------------------|--------------------|

Internet

Evolution du marché

◆ Chiffre d'affaires (haut et bas débit)	5,4 milliards d'€ (+ 16,9%)
◆ Nombre d'abonnés	18,7 millions (+ 8,3%)
dont	
abonnements haut débit	17,7 millions (+ 12,3%)
abonnements bas débit	1 million (- 34,3%)

Tendances

◆ Nombre de lignes dégroupées	6,3 millions (+ 20,9%)
dont	
dégroupage partiel	1,4 million (- 13,6%)
dégroupage total	4,9 millions (+ 36,2%)

La téléphonie fixe

Evolution du marché

◆ En valeur	10,6 milliards d'€ (- 3,7%)
◆ En volume	108,6 milliards de minutes (+ 2,4%)

Tendances

◆ Nombre d'abonnements au service téléphonique	40,7 millions (+ 2,5%)
dont	
abonnements sur lignes analogiques et numériques*	26,3 millions (- 8,5%)
abonnements VoIP (via un accès haut débit)	14,4 millions (+ 31,6%)

* Essentiellement France Télécom

Source : ARCEP

B. Le marché de la correspondance

Evolution du marché

◆ En valeur	8,4 milliards d'€ (+ 1,9 %)
◆ En volume	16,2 milliards d'envois (-2,8%)

A l'export

◆ En valeur	424 millions d'€ (- 3,2%)
◆ En volume	430 millions (- 9,1%)

Source : ARCEP